

Chers Amis,

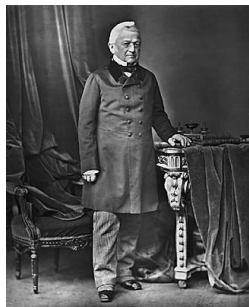
Malgré la fermeture des salles pouvant accueillir du public comme le théâtre de Cambrai, lieu de rencontre privilégié des membres de l'UTL pour partager des moments culturels et conviviaux, nous continuons l'envoi de lettres hebdomadaires pour vous proposer des vidéo-conférences.

Il y a 150 ans, le 18 mars 1871 débutait une insurrection qui allait se terminer dans un bain de sang. A notre demande **Frédéric Mallégo** a enregistré une de ses conférences pour que l'UTL la partage avec ses adhérents.

La commune de Paris 18 mars – 27 mai 1871

Frédéric, retrace les causes qui ont provoquées cette insurrection. Cette insurrection prend naissance dans cette ville du travail qu'est devenu Paris en pleine croissance démographique (en 1866, sur 1 799 980 habitants, 57 % vivent du travail industriel et 12 % du travail commercial). Un mouvement ouvrier de plus en plus virulent se forme, des grèves se succèdent, manifestant la prise de conscience de la classe ouvrière, qui a obtenu en 1864 la reconnaissance du droit de [grève](#). Parallèlement, à Londres, la [1^{re} Internationale](#) est créée. La [guerre franco-allemande](#) éclate en juillet 1870 : les désastres militaires s'accroissent du côté français, et, le 4 septembre, la république est proclamée sous la poussée populaire. Le [gouvernement de la Défense nationale](#) qui est formé a pour mission de continuer la guerre et déclare « qu'il ne cédera pas un pouce de notre territoire ».

Très vite, cette république bourgeoise (composée entre autres du général [Trochu](#), de [Jules Favre](#) et de [Jules Ferry](#)) est accusée de trahison par la population parisienne, qui, depuis le 19 septembre, subit avec héroïsme les conditions d'un siège de plus en plus difficile et qui réclame, en outre, des succès militaires.

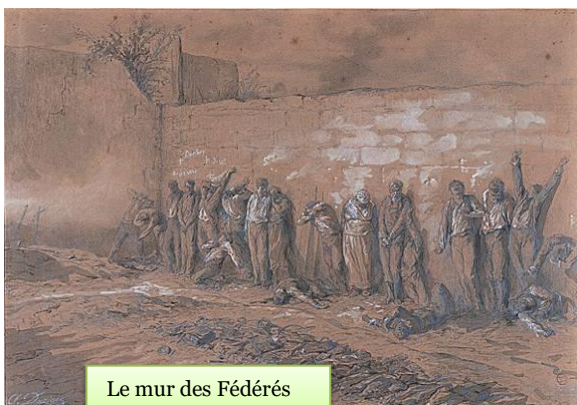


Dès octobre 1870, l'élection d'une Commune est demandée par la population. Après l'échec de [Buzenval](#) (19 janvier), les gardes nationaux réclament le 22 la guerre à outrance. Peu après la signature de l'armistice le 28, les forts sont occupés, l'enceinte fortifiée de Paris désarmée, 200 millions de francs sont versés à la Prusse en quinze jours. Adolphe [Thiers](#), dans la nuit du 17 au 18 mars, décide de désarmer la ville afin de la purger de « tous les rouges » en s'emparant des 227 canons regroupés à Montmartre et à Belleville (ils avaient été ramenés par les gardes nationaux du Ranelagh, des Champs-Élysées... avant l'entrée des Prussiens dans la capitale). Mais le 88^e de ligne ne parvient pas à prendre les canons à Montmartre et, entouré par les gardes nationaux et la foule, pactise avec les Parisiens et désarme les officiers. Le général Lecomte, qui avait ordonné de tirer sur la foule, et le général Thomas sont fusillés.



Les troupes Versaillaises-place de la concorde

Très vite, cependant, l'effort de la Commune est absorbé par la lutte contre les forces de Thiers. Regroupées du 10 au 25 mai au camp de [Satory](#) et renforcées de soldats et d'officiers de l'armée de [Mac-Mahon](#) libérés par les Allemands et dotés d'une bonne artillerie, celles-ci comptent 130 000 hommes. Après plusieurs échecs militaires (le fort d'Issy a failli tomber aux mains des versaillais), la Commune décide de créer un Comité de salut public (1^{er} mai, renouvelé le 9 mai). Elle est en état d'infériorité du fait de l'incompétence des délégués à la Guerre ([Cluseret](#), Rossel, Delescluze), de l'indiscipline et de l'insuffisance des combattants : la Commune ne réussit à en mobiliser qu'entre 20 000 et 30 000).



Le mur des Fédérés

Du 3 avril au 31 mai, on estime entre 20 000 et 30 000 le nombre de Parisiens tués au combat ou exécutés (les versaillais ont perdu environ 1 millier d'hommes). Le gouvernement fait procéder à 40 000 arrestations environ, et les poursuites dureront jusqu'en 1874. Les 26 conseils de guerre prononceront 13 450 condamnations, dont 268 à mort (23 condamnés seront exécutés, dont Ferré et Rossel), les autres aux travaux forcés et à la déportation dans les bagnes de Nouvelle-Calédonie. Des milliers de vaincus doivent s'exiler. L'amnistie votée en 1880 ramènera en France

les derniers survivants.

Si la dure répression qui s'est abattue sur les communards prive le mouvement ouvrier de ses chefs, l'influence de la Commune devait être considérable. [Karl Marx](#) en fit le symbole du soulèvement contre la bourgeoisie.

Pour suivre la conférence, cliquez sur une photo ou le bouton ci contre.  Durée 1h23

Prenez bien soin de vous et de vos proches.

A bientôt

Le Président

Patrick ROUSSEL